



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction départementale de la protection des populations

Grenoble, le 25 OCT. 2017

Service installations classées

Téléphone : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Affaire suivie par : Agnès MICHEL

Téléphone : 04 56 59 49 68

Mél : agnes.michel@isere.gouv.fr

## Arrêté d'enregistrement

N°DDPP-IC-2017-10-14

Société ECTRA SAS

Entrepôt logistique sur la commune de CROLLES

Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment le livre V, titre 1<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement), chapitre II, section 2 « installations soumises à enregistrement » et les articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

**VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée-Corse, le schéma de cohérence territoriale (SCOT) de la région urbaine de Grenoble, le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de CROLLES ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (arrêté publié au journal officiel le 16 avril 2017 et entrant en vigueur le 17 avril 2017) ;

**VU** la demande d'enregistrement présentée le 13 avril 2017, et complétée le 30 mai 2017, par la société ECTRA SAS pour l'enregistrement d'un entrepôt logistique (rubrique n°1510-2 de la nomenclature des installations classées), comportant neuf cellules de stockage dont l'une dédiée aux équipements et matériels divers et les huit autres dédiées aux produits chimiques, sur la commune de CROLLES, dans la zone industrielle de Crolles, rue du docteur Berrehail ;

**VU** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, dont l'aménagement des prescriptions n'est pas sollicité ;

**VU** l'avis du maire de CROLLES du 31 mars 2017 sur la proposition d'usage futur du site ;

**VU** l'avis de recevabilité de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 9 juin 2017, précisant que le dossier peut être mis à la disposition du public pour consultation ;

**VU** l'arrêté préfectoral N°DDPP-IC-2017-07-14 du 21 juillet 2017, portant ouverture de la consultation du public sur la demande d'enregistrement présentée par la société ECTRA SAS ;

**VU** le registre mis à disposition à la mairie de CROLLES pour recueillir les observations du public du 28 août 2017 au 26 septembre 2017 inclus, les certificats d'affichage et avis de publication ;

**VU** l'absence d'observation du public pendant la période de consultation du dossier d'enregistrement ;

**VU** l'avis du conseil municipal de BERNIN du 13 septembre 2017 ;

**VU** l'avis du conseil municipal de CROLLES du 22 septembre 2017 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 13 octobre 2017 ;

**CONSIDERANT** que la demande d'enregistrement justifie du respect des dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 susvisé et que le respect de celles-ci permet de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'aucun aménagement, prévu à l'annexe V point III (installations « existantes » dont la demande d'enregistrement a été présentée entre le 17 avril 2010 et le 1<sup>er</sup> juillet 2017) de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, n'est demandé par l'exploitant ;

**CONSIDERANT** que conformément au point 1.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, l'installation devra être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier d'enregistrement, en particulier un mur coupe feu 3 heures séparera la cellule A de la cellule P1 (cellule adjacente dédiée au stockage de produits chimiques) ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant a démontré la compatibilité de son projet avec les différents plans et programmes auxquels il est soumis ;

**CONSIDERANT** que le projet et les caractéristiques du site d'implantation ne justifient pas le basculement du dossier en procédure d'autorisation ;

**CONSIDERANT** que le dossier de demande d'enregistrement précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif des installations, dévolu à un usage de type industriel ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R.512-46-19 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Isère ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – Bénéficiaire et portée**

Les installations de la société ECTRA SAS (siège social : 67 route du Rivet – 38330 SAINT-ISMIER), faisant l'objet de la demande susvisée présentée le 13 avril 2017, et complétée le 30 mai 2017, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de CROLLES, à l'adresse suivante : zone industrielle de Crolles – rue du docteur Berrehail (parcelles section BA n°511 et n° 513).

Elles sont détaillées au tableau de l'article 2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

### **ARTICLE 2 – Nature et localisation des installations**

**2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :**

N° de la rubrique	Désignation des installations et activités	Volume *	Classement **
1510-2	Entrepôt couvert (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume de l'entrepôt étant supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 300 000 m <sup>3</sup> .	82 240 m <sup>3</sup>	E

\* *Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées, en référence à la nomenclature des installations classées.*

\*\* *Classement : E = enregistrement.*

## 2.2. Situation de l'établissement

Les installations enregistrées sont situées sur la commune, les parcelles cadastrales et le lieu-dit suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
CROLLES	Section BA – parcelles n°511 et n°513  (26 196 m <sup>2</sup> )	Zone industrielle de Crolles – rue du docteur Berrehail

Les installations mentionnées à l'article 2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 3 – Conformité au dossier d'enregistrement**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande présentée le 13 avril 2017 et complétée le 30 mai 2017.

Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables du 11 avril 2017 susvisé.

Conformément au point 1.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, les installations devront être implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et documents joints au dossier d'enregistrement, en particulier un mur coupe feu 3 heures séparera la cellule A de la cellule P1 (cellule adjacente dédiée au stockage de produits chimiques).

### **ARTICLE 4 – Prescriptions techniques applicables - arrêté ministériel de prescriptions générales**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions du texte mentionné ci-dessous :

- l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**ARTICLE 5** - Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-22 du code de l'environnement, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

**ARTICLE 6** - Le présent enregistrement ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux prescriptions de la réglementation en vigueur en matière de voirie et de permis de construire.

**ARTICLE 7** - L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'inspection des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

**ARTICLE 8** - Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-23 du code de l'environnement, toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement devra, avant sa réalisation, être portée à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Tout transfert d'une installation soumise à enregistrement sur un autre emplacement devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'enregistrement adressée au Préfet.

**ARTICLE 9** - L'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de l'arrêt définitif des installations au moins 3 mois avant celui-ci, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site conformément à l'article R.512-46-25 du code de l'environnement.

Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette l'usage futur du site pris en compte dans la demande d'enregistrement.

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage de type industriel.

#### **ARTICLE 10 - Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 11 - Publicité de la décision**

Conformément à l'article R.512-46-24 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de CROLLES et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de CROLLES pendant une durée minimum d'un mois.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)) pendant une durée minimum d'un mois.

#### **ARTICLE 12 - Délais et voies de recours**

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- 1°. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;
- 2°. par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la présente décision lui a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés aux 1° et 2°.

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**ARTICLE 13** - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 14** - La secrétaire générale de la préfecture de l'Isère, le maire de CROLLES et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ECTRA SAS et dont copie sera adressée aux maires de BERNIN et VILLARD-BONNOT.

Fait à Grenoble, le 25 OCT. 2017

Pour le Préfet et par délégation  
la Secrétaire générale,  
Pour la Secrétaire générale absente,  
le Secrétaire général adjoint

Yves DAREAU

